

Union des Démocrates et Indépendants **L'Europe de demain, l'Europe de l'énergie**



L'énergie en Europe

Le but premier de la construction européenne a toujours été très simple : rapprocher les citoyens européens pour qu'ils vivent dans la paix et la prospérité.

Ce rapprochement a commencé par une mutualisation de notre industrie du charbon et de l'acier, puis est venue la gestion commune de notre agriculture, de nos réserves maritimes puis il y a vingt ans, de notre monnaie. Mais depuis, plus rien. Au moment même où la chute du bloc de l'Est aurait pu ouvrir de nouvelles perspectives, l'Union européenne (UE) s'est enfermée dans une logique de gestion pusillanime ; oubliant que c'était le souffle des grands projets qui l'avait fait avancer.

Nous les Européens, nous militons désormais pour que l'Europe franchisse un nouveau pas en mutualisant nos forces et nos atouts sur les enjeux les plus stratégiques, pour lesquels nos nations ne sont plus assez efficaces seules.

Or, s'il y a bien un secteur stratégique où nous devons à nouveau réfléchir en commun, c'est bien celui de l'énergie ; parce que l'énergie est un enjeu de puissance économique, de souveraineté de notre continent et, évidemment écologique.

Aujourd'hui, les politiques énergétiques sont encore principalement appréhendées à l'échelon national. L'influence de l'UE dans ce domaine demeure très modeste et n'est pas fédératrice. Alors que la France choisit d'accorder

Jean-Christophe Lagarde

sa confiance au nucléaire, l'Allemagne a décidé d'en sortir au plus vite. De même, alors que des pays du nord de l'Europe se concentrent sur les énergies vertes, la Pologne produit encore 80 % de son électricité à partir de charbon.

L'énergie devient de plus en plus un enjeu mondial, sous couvert de dépendance aux importations et d'impact environnemental et ces dissonances mettent en avant le besoin criant d'une véritable stratégie énergétique commune en Europe.

L'Europe de l'énergie

L'UE doit faire de l'énergie une priorité parce qu'elle possède de nombreux atouts pour remporter cette bataille : un réseau électrique déjà développé, une force scientifique qui pourrait être leader mondiale, des modes de productions variés et surtout, une diversité dans son territoire et son climat qui lui permettent de profiter au mieux de l'exploitation des différentes énergies renouvelables.

Il est de l'intérêt de l'UE de développer une gamme de production décarbonée, complémentaire en fonction des territoires, car c'est en tirant au maximum profit de ceux-ci et de ses ressources que l'Europe s'affranchira des importations extra-européennes. En 2016, l'UE a importé plus de la moitié de son énergie pour un coût d'environ 400 milliards d'euros (plus que le budget de la France), ce qui la place dans une dangereuse incertitude. Et pour cause, notre dépendance aux énergies fossiles nous oblige à nouer des relations avec des pays parfois

instables : les pays du Golfe pour le pétrole, la Russie pour le gaz ou même les États-Unis pour le GNL.

Pour remédier à cette situation notre liste, les Européens, souhaite défendre une politique européenne volontariste de développement de solutions technologiques durables et décarbonées. Pour financer cette politique, il faudra utiliser en partie le plan Juncker mais surtout instaurer un Livret Environnemental européen (Livret E), plus performant et plus transparent que le livret de développement durable et solidaire (LLDS), qui sera effectif sur tout le territoire européen et qui permettra d'investir 200 milliards d'euros d'ici 2025 dans de grands projets européens de transitions énergétiques.

Les citoyens voient en l'Europe l'échelle adéquate pour mener une action environnementale efficace, il est donc fondamental de profiter de cette dynamique pour impulser le lancement d'une politique de grands projets énergétiques qui fédèrera les citoyens autour de ces projets communs. Avec ces 200 milliards, nous proposons d'investir dans les infrastructures d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire européen, de développer le carburant à hydrogène, notamment pour les gros transports, mais aussi les modes de productions alternatifs, comme le biogaz issu des méthaniseurs, ou encore les nouvelles méthodes de stockage d'énergie.

Mais qui dit politique d'investissement commune dit aussi politique de gestion commune !

Nous souhaitons mettre en place un Plan de coordination énergétique européen. Ce plan devra s'assurer que l'UE puisse s'appuyer sur une diversification des énergies et des sources d'approvisionnement et sur l'établissement de stratégies communes notamment dans les zones frontalières. En effet nous devons encourager la consommation d'énergies décarbonées, même si celle-ci doit passer une frontière. Il est ainsi plus souhaitable que la région Grand Est réfléchisse à une politique de coordination avec les régions frontalières allemandes ou luxembourgeoises. Cela implique donc le

développement des interconnexions dans les zones où cela est nécessaire.

Ce plan doit s'accompagner du développement de deux instruments de gestion importants.

Tout d'abord l'utilisation des Smart grids dans toute l'Europe pour encourager la circulation d'informations et permettre une gestion plus efficace du réseau électrique. Cette technologie est d'autant plus importante que l'on encourage les réseaux à être de plus en plus interconnectés et donc les pays à être de plus en plus dépendants les uns des autres.

Mais c'est justement parce que cette idée d'interdépendance peut déranger les États membres que nous souhaitons aussi mettre en place un mécanisme de capacité au niveau européen. Il faut être prévoyant, la production du voisin ne pourra pas toujours permettre de répondre à un pic de consommation soudain. Il faut donc garantir aux États qu'ils ne risquent pas de coupures dans cette situation. Nous souhaitons ainsi instaurer un mécanisme inspiré du marché capacitaire français, qui sera basé sur une solidarité entre les États tout en ayant une capacité d'augmenter rapidement la production d'électricité si nécessaire.

L'Europe de l'énergie que nous souhaitons mettre en place est ambitieuse tant sur le plan environnemental que sur celui de la coopération. Pourtant, nous pensons que cet enjeu énergétique est celui des décennies à venir tant pour l'environnement que pour le développement économique ou l'indépendance de notre continent. Après avoir réussi à développer une politique agricole commune, à construire une monnaie commune, donnons à l'Europe les moyens de déployer une véritable politique énergétique commune et construire ainsi l'Europe de demain !

Jean-Christophe Lagarde mènera, en mai prochain, la liste « Les Européens » de rassemblement de la droite et du centre européens.